

# Audience intersyndicale avec le DRFiP : « J'ai tout décidé mais, je ne vous dirai rien !!! »

Toulouse, le 8 février 2016

**M. Marzin, directeur bonimenteur**, a reçu les organisations syndicales (CGT, FO et Solidaires) à leur demande le vendredi 5 février à 15h00.

Il a commencé ses propos par « J'ai deux heures à vous accorder ! ». Cela en dit long sur ses intentions de « dialoguer » avec les représentants du personnel qui ont appelé à la grève le 26 janvier dernier.

## Journée de grève du 26 janvier

Nous avons introduit nos propos en revenant **sur la journée de grève du 26 janvier**. Compte tenu des points d'indice élevés que nous avons en face de nous (M. Marzin, Mme Raynaud de Brianson et M. Bès), nous avons rappelé qu'une journée de grève **c'est un trentième indivisible pour les personnels de la DGFIP**. Le nombre de grévistes dans la Haute-Garonne ne cesse d'augmenter depuis 2015. Il est supérieur aux départements de la DGFIP similaires aux nôtres.

Le DRFiP était étonné de ne pas nous avoir vus le 26 janvier ! Selon ses propres mots : « **Ah oui, vous avez été voir Dieu !** », qualifiant ainsi la représentante de la délégation Sud-Pyrénées.

Il poursuit : « **Au regard de la journée du 26**, indéniablement la mobilisation se renforce. Ça n'a rien de surprenant ! Pas de commentaires supplémentaires à faire si ce n'est que **je suis avec beaucoup d'attention les services particulièrement mobilisés** ».

## Démarche stratégique

Lors du CTL du 17 décembre 2015, M. MARZIN, la main sur le cœur, nous avait dit qu'il n'avait fait aucune proposition de fermeture de services. Pourtant, un mois après, **le DRFiP a le feu vert de la Centrale pour engager la discussion avec les élus**. Sur quelles propositions ? **Il faut s'attendre à revoir surgir le triptyque : Aspet – Aurignac – L'Isle-en-Dodon**.

**Il attend que le nouveau schéma de l'intercommunalité se décante (ordre du Préfet ?)**. Le statu-quo pour le Comminges n'est pas acceptable. Il veut « bâtir une ambition » pour le Comminges. Selon M. Marzin :

« **La position de Mme Delga qui a été déterminante par le passé, continuera à l'être pour l'avenir**. » Il va la rencontrer prochainement.



Le DDFiP du Tarn vient d'annoncer aux représentants des personnels la fermeture de trois trésoreries au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Des informations circulent dans les réunions métiers de la DRFiP 31 :** « fusion de SIE, pas de fusion de SIP et inscription de la Haute-Garonne en tant que candidate au centre de contact ».

**M. Bès et M. Marzin ont peiné à démentir la fusion des SIE**. L'information se fera au mois de mars.

## Annonces des restructurations : MARS – MARS

**Mars : annonce des fermetures de services !!!**

**Mars : annonce des restructurations internes (fusion des SIE sûrement) !!!**

## Dialogue social



Après l'ère « Chantereau », nous traversons une nouvelle ère glaciaire de la communication à la DRFiP 31 :

- absence d'information envers les personnels et leurs représentants sur **les projets de fusion**, alors que les chefs de service ont été briefés ;
- sondage sur les « **allègements de tâches** » sans information préalable ;
- pas de réunion avec les représentants des personnels avant le lancement de la campagne sur l'**entretien professionnel** : **UNE PREMIERE** dans notre département !

C'est peut-être l'ère « Sarkollande » qui s'ouvre avec la **stratégie non assumée du DRFiP 31 de court-circuiter les corps intermédiaires, les organisations syndicales.**

## Sondage sur « l'allègement des tâches »

**La CGT Finances Publiques 31 a dénoncé la démarche.**

Les réponses du directeur témoignent de son haut niveau de stratégie :

«**Sur le sondage, c'est ma faute !!! Mettez ça sur le compte de mon inexpérience managériale dans le réseau !!!** ». Ben voyons !!! Nous prendrait-il pour des imbéciles !!!

**La CGT Finances Publiques 31 a pris l'exemple des hébergés.** Le point 4 du questionnaire dit : « *La réflexion en la matière porte sur la possibilité de concentrer sur un nombre limité de postes comptables dans le département la gestion des hébergés, processus complexe et sensible.* » Nous touchons là au réseau de proximité, à notre relation aux usagers, ...

La CGT Finances Publiques 31 considère que c'est de la démocratie participative. Le directeur dit « **qu'il n'a sûrement pas la même vision négative que la CGT sur la démocratie participative** ».

**Le directeur prend acte de son « erreur ». Maintenant, il nous propose de nous associer au processus ... de la co-gestion !?! On croit rêver !!!**

## Evolutions du périmètre des CSP du bloc 3 en 2016 et 2017

La DG réfléchit sur l'impact que pourrait avoir la régionalisation car les Centres de Service Partagés étaient, a minima, régionaux. **C'est pourquoi le Bloc 3 du CSP part de Toulouse vers Montpellier.**

M. Marzin connaissait la note de la Centrale en date du 18 décembre lors du CTL Emplois du 7 janvier 2016. **Il n'a pas évoquée car il y avait beaucoup de conditionnel dans la note ... Se moque-t-il du monde !!!**

M. Marzin en rajoute en parlant de « **rubrique de défense de mon département** ». Il est à la recherche d'autres missions. Dans ce cadre, le DRFiP a porté la candidature de la Haute-Garonne pour accueillir le bloc 2 du ministère de l'agriculture et du MEDE (Environnement) actuellement géré par le Tarn.

Lors de la rencontre des personnels en date du 2 février, **le DRFiP s'est refusé à donner des garanties aux personnels notamment pour rester dans le bâtiment de la Place Occitane.**

## Centre de Contact de Carcassonne

Comme les centres de contact sont amenés à se généraliser, le DRFiP a estimé qu'il n'était pas inintéressant de ne pas se retrouver en queue de peloton et d'y passer contraint et forcé.

**OUI**, le DRFiP a fait acte de candidature pour rentrer dans le périmètre des centres de contact selon ses propres mots :

**« J'ai dit à la Centrale que j'étais candidat aux centres de contact à condition qu'on ne nous prélève pas les emplois correspondants ».**

En bon soldat, le DRFiP estime qu'une partie de l'allègement du téléphone dans les SIP viendra des centres de contact. Selon M. Bès, la DG n'a pas encore arrêté ses arbitrages sur le périmètre géographique du centre de contacts de Carcassonne .... **mais la décision sera prise au plus tard en juin** pour une inscription sur les avis d'imposition à partir de juillet.



La CGT Finances Publiques 31 a pris l'exemple du CPS-Relais de Toulouse qui a pris 13.000 mails de retard cette année, il n'y a plus que 20 à 30% de réponses aux appels (contre 70% lors de sa mise en place).

## Mise en place de la Prime d'Activité et déploiement de PC « poste libre-service »

On parle maintenant d'une note du 20 janvier qui cible un certain nombre de départements et de centres des finances publiques qui rentrent dans le dispositif.

Pour la Haute-Garonne, il s'agit de Balma, Colomiers, Cité Administrative, Mirail et Rangueil.

**La CGT Finances Publiques 31 a dénoncé ce dispositif.** Les services de la DGFIP sont saignés tous les ans et on rajoute une mission d'accueil alors que la CAF est fermée au public, tout comme Pôle Emploi qui ne reçoit plus les demandeurs d'emplois l'après-midi (dans un pays qui compte 5,6 millions de chômeurs !).

Les usagers disposeraient d'un simulateur pour voir s'ils rentrent ou pas dans le dispositif d'octroi de la Prime d'Activité. En cas de réponse négative, **ce sont les agents en charge de l'accueil qui devront subir une nouvelle fois le mécontentement ?!?**

La direction a pris de suite l'attache de la CAF pour estimer l'impact de l'instauration de la prime d'activité. Elle est en train de regarder la bonne zone d'implantation des micro-ordinateurs (un sur chacun des cinq sites concernés), **avec les seuls chefs de service ! Sans les personnels concernés ?!?**

Les PC seraient installés **fin février sur un espace ouvert ou un box d'accueil ouvert pour permettre aux agents « de jeter un œil ».**

**La direction fait le choix de ne pas installer d'imprimante** dans un premier temps pour éviter d'avoir à gérer la maintenance des applications.

Il faut savoir que les allocataires ne viendront pas qu'une seule fois car ils doivent actualiser leurs droits tous les trimestres.

**La CGT Finances Publiques 31 a insisté sur le fait que ce dispositif va au-delà d'un simple accès** au simulateur de la CAF. Demain c'est un accès à [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), [timbres.impots.gouv.fr](http://timbres.impots.gouv.fr), [amendes.gouv.fr](http://amendes.gouv.fr), [tipi.budget.gouv.fr](http://tipi.budget.gouv.fr), [cadastre.gouv.fr](http://cadastre.gouv.fr), [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr), [pensions-bercy.gouv.fr](http://pensions-bercy.gouv.fr), [ventes-domaniales.fr](http://ventes-domaniales.fr), [service-public.fr](http://service-public.fr).



Comme nous l'avons fait devant la délégation Sud-Pyrénées, lors de la journée de grève du 26 janvier, nous avons insisté sur le fait que cette note se concluait par **une mention manuscrite du directeur général et un ordre strict de Matignon.**

**Le DRFiP 31 dit alors qu'il se doit d'exécuter cette commande du Premier Ministre.**

### Deux poids, deux mesures

Quand un Ministre dit qu'il ne faut pas fermer une trésorerie (L'isle-en-Dodon), **le DRFiP 31 mute les personnels et fait le choix de vider le service de tout personnel.** Il assume la fermeture en dehors des horaires prévus.

Pour le dispositif CAF, l'aréopage de la DRFiP 31 a le petit doigt sur la couture du pantalon. Peut-être que certaines et certains ont encore une ambition personnelle de carrière !!!

**Seule la CGT Finances Publiques 31 a demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour d'un CHS-CT avant sa mise en œuvre car cela va bouleverser l'organisation du travail et engendrer de nouveaux problèmes dans les accueils.**

**Réponse du DRFiP 31 : « je ne vais pas attendre la saisine d'un CHS-CT pour exécuter un ordre du Premier Ministre, sûrement pas ! »**

## Transfert de la Taxe d'Urbanisme de Muret vers Grenade

Le transfert doit intervenir début mars. Le nettoyage des fichiers est programmé. **Il ne serait plus question maintenant que du transfert de huit millions de reste en lieu et place de 14 millions annoncés le 17 décembre !!! Magie !**

## Transfert des communes de Seilh et Aussonne de Grenade vers Blagnac

Le transfert est planifié pour le week-end du 6-7 février 2016 selon le DRFiP. La gestion de 2015 est en passe d'être terminée.

## Paierie Régionale de Toulouse

Selon M. Marzin tout se passe bien du point de vue missions. Donc, il ne comprend pas pourquoi on veut parler des missions de la Paierie Régionale. Nous avons alors pris l'exemple des recettes qui se sont accrues.

**PLAN:** M. Marzin confirme qu'il a trouvé une solution en cas de non reprise automatique des fiches marchés : le fameux plan B. **Nous entrons alors dans un dialogue de sourd où M. Marzin, qui a une haute idée de lui-même et se vante, nous demande de ne pas écrire sur un tract syndical, qu'il a la solution ! De mieux en mieux !!!**

Sur la localisation à venir de la Paierie Régionale, « le PLANS B LOCATIF » :

1- **relogement dans un bâtiment du Conseil Régional** Languedoc-Roussillon / Midi-Pyrénées. Mais ce serait mal engagé à ce jour. Le local est très défraîchi, beaucoup plus grand que nécessaire, et nécessiterait six à huit mois de travaux.

2- **dans le locatif** : le RPIE a trouvé une option dans un bâtiment de la Place Occitane, en dehors de ceux de la Direction Régionale. Si cette option est retenue, il n'y aura pas de guichet à la Paierie Régionale car le guichet de la Recette des Finances de Toulouse Municipale sera à proximité.

3- **rue Roquelaine** : cette option est maintenue si le locatif n'aboutit pas en dernière minute notamment à cause de « tours de cochon des bailleurs » selon les propres mots du DRFiP.

La direction devrait être en mesure d'annoncer la décision lors du CHS-CT du 18 février 2016.

La CGT Finances Publiques 31 a insisté sur les difficultés de fusion administrative des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. **Les personnels n'ont pas à subir les errements de cette fusion !**

## Caisse unique à l'Hôtel des Finances de Colomiers



Le protocole est en cours d'élaboration. Une réunion est prévue le 9 février pour stabiliser les derniers points. Selon le DRFiP, il resterait des points sur lesquels les chefs de service n'arrivent pas à se mettre d'accord. **Et les personnels dans tout ça ?**

La CGT Finances Publiques est revenue sur la problématique du PC dédié à la CAF avec l'exemple de la caisse unique de Colomiers. Les collègues en charge de l'accueil sont « un peu » inquiètes. Réponse du DRFiP 31 : « J'en suis conscient ». **C'est vrai, ça rassure !**

## France Domaine

La CGT Finances Publiques 31 a abordé la question de la **transformation prochaine de France Domaine en direction immobilière de l'Etat** relevant de la DGFIP.

Selon le DRFiP 31, il faut se réjouir que France Domaine ne soit pas sortie du giron de la DGFIP. **L'impact sera surtout sur la fonction Responsable de la Politique Immobilière de l'Etat (RPIE) : son rôle est renforcé.** Le RPIE pourrait ne plus être seul, il passerait sûrement de un à trois.

## Transfert du recouvrement de l'impôt de Castanet vers les deux SIP de Rangueil

Selon M. Bès, « **techniquement tout s'est bien passé d'un point de vue général !!!** ».

La CGT Finances Publiques 31 a rappelé les remontées des collègues de Rangueil lors de l'heure mensuelle d'information du 18 janvier 2016 pour la préparation de la grève du 26 janvier.

**M. Bès n'était pas au courant des problématiques de comptabilité pour les dégrèvements 2016. De mieux en mieux !!! MAIS, il va se renseigner ...**

La CGT Finances Publiques 31 a abordé la situation des personnels de Castanet. Les collègues qui n'ont pas souhaité suivre la mission recouvrement de l'impôt sont formés sur le tas pour les missions SPL. M. Marzin va se renseigner auprès du Chef de service ... Ils n'ont donc pas prévu les formations !?!

## Service de Publicité Foncière Enregistrement

Une première réunion sur l'enregistrement s'est tenue avec la participation de personnels des services des SIE Toulouse Nord et Sud-Est.

**Après la venue de l'ergonome**, principalement attendu sur l'accueil (banques d'accueil et circulation des usagers, ...), les réunions se poursuivront.

Sur la mission « succession » rien n'est enclenché. La direction attend le mois de mars.



La direction commence à travailler sur le plan immobilier de la Rue des Lois.

**M. Bès entend déplacer les personnels de la BDFI avant l'été.** Encore une fois, les organisations syndicales ont des informations contraires à celles communiquées par la Direction. **Les personnels de la BDFI ont été informés d'un déménagement dès le mois de mars vers la salle de la bibliothèque de la Rue des Lois.** M. Bès dit ne pas avoir donné cette information.

Le calendrier serait plutôt fin avril – début mai. **Deux hypothèses :**

**1- utilisation de la salle de la bibliothèque** pour permettre aux vérificateurs de s'y regrouper avec les dossiers d'actualité et non pas les archives. Comme il y a six personnes concernées, la direction envisage d'ores et déjà d'encartonner les dossiers. Le Chef de service serait positionné dans les étages du pôle fiscal.

**2- utilisation en partie de la bibliothèque et de la salle de réunion du Taur.**

### POINT IMMOBILIER

Le DRFiP s'est engagé à faire **un point global immobilier après les vacances de février.**

## PCRP

Les Chefs de service sont reçus la semaine du 8 février pour la rédaction des protocoles. **Une version V1 a déjà été rédigée avec les SIE, les SIP et les PCE.**

Des réunions avec l'ensemble de ces services se tiendront après pour affiner les protocoles.

## Travaux à la Cité Administrative (Formation Professionnelle et Services des Domaines)

Le marché de la DDT n'est pas notifié. **Il n'y a rien de neuf par rapport au déménagement prévu pour les personnels de la formation professionnelle et des Domaines.**

## PRS

Le déménagement du bâtiment C vers le bâtiment D se fera en deux temps.

**La cellule « recouvrement actif » du PRS rejoindra le bâtiment D avant l'été.**

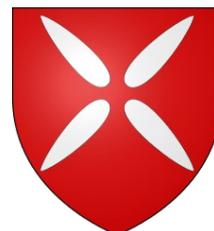
**Au final, le PRS serait installé sur deux étages mais pas sur les étages initiaux envisagés.**

## Pétitions des personnels de la RAN de Saint-Gaudens

**Le DRFiP est en train de réfléchir à la façon d'alerter la Centrale sur la situation de la RAN de Saint-Gaudens** sans pour autant prendre le risque de dépouiller d'autres RAN du département comme celle de Toulouse.

La CGT Finances Publiques 31 a mis l'accent sur les difficultés **du SIP de Saint-Gaudens et la nécessité de respecter pleinement le rôle du CHS-CT** en répondant au droit d'alerte des personnels lors de la séance du 18 février prochain.

La CGT Finances Publiques 31 a relayé **la demande d'audience des personnels de la trésorerie de Bagnère de Luchon.** M. Marzin ne peut y répondre favorablement pour le 8 février prochain (lors d'un comité de direction restreint délocalisé à Saint-Gaudens) mais s'est engagé à s'y rendre rapidement.



## INFO DE DERNIÈRE MINUTE :

La direction a convié les organisations syndicales a une réunion de travail le 11 février prochain pour ouvrir le chantier de révision des RAN de la Haute-Garonne.

## Pétitions des personnels du CDIF de Toulouse

Il y aurait « plus de souplesses » au CDIF de Toulouse suite à la rencontre du responsable avec le DRFiP.

M. Marzin n'y voit pas clair pour l'instant sur les questions de SIP-CDIF. Il n'engagera donc rien pour l'instant.

## Entretien Professionnel



La direction ne fournit aucune explication au fait qu'elle n'a pas réuni les représentants des personnels avant le lancement de la campagne.

**Mais bon, ça doit faire partie de la nouvelle stratégie du directeur : « s'asseoir sur le dialogue avec les représentants des personnels ».**

Savoir si l'autorité hiérarchique délivrera ou non des réductions d'ancienneté au moment du recours auprès d'elle avant la CAPL importe peu.

Évoquer les incidences du PPCR sur les personnels de catégorie B dès 2017, peu importe également.

## CADRES SUPÉRIEURS : EMPLOIS BUDGÉTÉS ET RÉELS

Lors du CTL Emplois du 7 janvier 2016, le DRFiP s'était engagé à communiquer la situation des emplois au TAGERFIP et réels pour les cadres supérieurs.

**Il aura fallu presque un mois à nos directeurs, trop occupés**, pour retrouver et nous communiquer les chiffres , **mais quatre heures avant l'audience, les voici !!!**

**Au 31 décembre 2015 pour les A+ :**

**TAGERFIP : 139**

**REEL : 145,80**

**Au moins 7 emplois de plus de cadres supérieurs  
contre 63 emplois vacants de catégories C et B.**

**CHECHEZ L'ERREUR !!!!**

Les représentants CGT Finances Publiques 31 présents lors de cette audience :

Boris Beaudoin et Jean-Marc Servel.

**La CGT Finances Publiques 31 appelle les personnels à se réunir service par service, site par site, à décider collectivement de la riposte nécessaire aux attaques sans précédent actuelles et à venir.**

